



N° 189
13 janvier 2012

L'actualité du **MILITANT** des Industries Chimiques

2012

Luttons pour de

nouvelles conquêtes sociales



Nous sommes confrontés à des attaques sans précédent du gouvernement et du patronat, dictées par les marchés financiers, au détriment de l'emploi, de nos acquis sociaux, des salaires qui ne progressent pas pour répondre à nos besoins.

En ce tout début d'année, le gouvernement accorde encore une revendication chère au patronat en voulant faire voter « au pas de charge » la mise en place de la TVA « sociale ». Cette mesure vise à transférer sur l'impôt une part du financement de la Sécurité Sociale concernant la branche famille. **Cette TVA contribuerait à baisser le paiement du travail, c'est-à-dire le salaire, et augmenterait la précarité de l'emploi.** Encore un cadeau de plus aux employeurs qui viendrait s'ajouter aux exonérations pour les bas salaires (21,8 milliards d'euros budget 2012), à la loi TEPA pour les heures supplémentaires, à la suppression de la taxe professionnelle, etc..., tout cela au nom de l'emploi alors que le chômage avoisine les 10 % avec une augmentation de 5,2 % en 1 an.

La nouvelle formule Sarkozy, pour sauver des emplois dans des entreprises en difficulté, est de tenter de faire gonfler les indemnités de licenciement pour que les salariés puissent rache-

ter leurs entreprises ! Comme si des indemnités de licenciement pouvaient régler le fonctionnement et les besoins financiers durablement pour une entreprise !

Pendant ce temps-là, les profits des entreprises battent tous les records pour 2011, soi-disant année de crise, mais pas pour tout le monde.

En 2010, ce sont 210 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires pour seulement 182 milliards d'euros d'investissements. Les Etats ont créé un fond de 750 milliards pour sauver les financiers. Comme quoi l'argent existe !

L'heure n'est pas à la résignation, allons chercher l'argent créé par le travail des salariés pour de l'emploi qualifié, une reconnaissance de la pénibilité avec des départs anticipés, des salaires pour vivre dignement, ce qui contribuera à avoir une protection sociale de haut niveau pour tout le monde. **C'est dans ce sens que la Fédération, avec d'autres fédérations, porte une autre politique industrielle, en travaillant à une action commune le 22 mars 2012.**

Revendiquons que l'argent n'aille plus aux actionnaires, mais bien à la construction d'un pays, où les entreprises et les services publics répondent aux attentes de tout un peuple.

Faisons de 2012, l'année des victoires sur nos revendications, par la lutte à tous les niveaux.

Sommaire

- **Edito** : 2012, luttons pour de nouvelles conquêtes sociales. (page 1)
- **Société** : Face à la crise du système capitaliste mondialisé, est-il possible d'envisager l'économie autrement ? (pages 2 et 3)
- **orga-renforcement** : 2012, nous renforcer : une nécessité. (page 4)

JANVIER 2012

20-Coordination Exxon Mobil à Gravenchon (76)

23-50ème anniversaire de Charonne salle du CCN 17h

26- Collectif régional Normandie

30 et 31—Comité Exécutif Fédéral à Courcelle (91)

31- Meeting CGT au Zénith de Paris

FEVRIER 2012

1er et 2-CCN

2-Journée d'études Grands Arrêts et CHSCT

16-Conseil National UFR

13 au 17-Stage de base niveau 1 à Courcelle (91)

15-Bureau UFICT (Montreuil)

MARS 2012

6-Comité Exécutif Fédéral

20 et 21 Colloque Histoire sociale —salle CCN CGT

16-Journée d'études Dette à Martigues (PACA 13)

20-Bureau UFICT (Montreuil)

CALENDRIER PARITAIRES

JANVIER 2012

16-LAM : paritaire

18-PLASTURGIE—CMP

19-Négoce—paritaire
PLASTURGIE—CQP JURY
FIN-paritaire

25-REPARTITION-paritaire
PLASTURGIE—GTP CQP
UIC-paritaire

26-PLASTURGIE—
Commission de validation

Face à la crise du système capitaliste mondialisé, est-il possible d'envisager l'économie autrement ?



D'autres choix sont possibles : exemple : Argentine

L'exemple de l'Argentine nous apporte quelques éléments sur la manière dont ce pays est sorti des griffes du système dans lequel on l'avait enfermé et dans lequel nous sommes, aujourd'hui, enfermés.

Peut-être vous souvenez-vous, dans les années 2001, du concert de casseroles dans les rues de Buenos Aires, des affrontements de la jeunesse argentine avec la police, faisant 36 morts ?

L'Argentine était au bord de la banqueroute avec un taux de chômage de 25 % et un habitant sur deux pauvre. S'ajoute à cela les diktats du FMI (les mêmes diktats exigés aujourd'hui pour la Grèce et l'Espagne) : privatisations,

dégraissage des services publics pour rembourser « la dette », engraissement des institutions financières internationales.

C'est dans ce contexte de lutte du peuple argentin et d'une crise sans précédent que sera élu un nouveau président Nestor Kirchner. Dès son élection, il prend des mesures radicales, soldant la dette avec le FMI (sur 160 milliards 10 % seulement seront versés) et renégociant la dette envers les organismes privés avec une remise de 75 %.

Aux décisions purement financières vont s'ajouter le retour dans le secteur public de la compagnie aérienne Aérolinéas, du régime de retraite, des transports ferroviaires, de l'électricité et l'encadrement de l'activité bancaire. Le nouveau président va lancer de grands travaux publics, construction d'autoroutes, de routes, de ponts, d'écoles neuves...

Il est évident que toutes ces décisions vont contribuer au redressement de l'économie du pays et à améliorer la vie des gens. Le chômage et la pauvreté diminuent de moitié en quelques années.

Au plan international le nouveau président, et par la suite son successeur Mme Cristina Fernandez, vont contri-

buer à la création de la CELAC (Communauté des États Latino-Américains et de Caraïbes, regroupant : Argentine, Brésil, Venezuela, Bolivie, Uruguay, Paraguay, Equateur... 33 pays en sont membres) dont sont exclus le Canada et les États-Unis.



La CELAC opte pour une méthode de fonctionnement assez novatrice dans ce genre d'institution internationale.

A savoir : les grands États qui paient le plus n'ont accès qu'à 4 fois le montant de leur versement pour obtenir des prêts, alors que les plus petits États versent moins et ont accès à 8 fois leur apport. Fait assez rare chaque pays n'a droit qu'à une voix dans les prises de décisions, ce qui n'est pas du tout le cas dans les autres institutions internationales tel que le FMI, où les voix sont réparties en fonction des apports de fonds. Avec la CELAC, une banque appelée « La Banque du Sud » voit le jour afin de mieux réguler le marché.

En conclusion de ces quelques lignes, nous pouvons dire que, face au FMI, l'Argentine, même si tout n'est pas encore réglé, a donné l'exemple d'une voie différente de celle dans laquelle nos pandores du capital voudraient nous maintenir.

Réorienter les fondements de l'économie est indispensable si nous voulons sortir des crises cycliques dans lesquelles nous enferme le capital. **Concevoir une économie avec comme axe central la satisfaction des besoins humains c'est non, seulement indispensable, mais vital.** Cela réorienterait la production industrielle vers la production de biens utiles à toutes les populations. Dans un monde où 122 pays du tiers-monde concentrent 85 % de la population mais qui ne représentent que 25 % du commerce international, il y a comme une anomalie.

Dans un monde, où en 2010 ce sont 1630 milliards de dollars qui ont été consacrés aux dépenses militaires, il y a là aussi de quoi se révolter. Quand on produit de l'armement, on fabrique du matériel destructeur d'intelligence humaine. A l'opposé, si l'argent était utilisé à construire des écoles et tout ce qui va avec leur fonctionnement on produirait du matériel créateur d'intelligence humaine. **Nous pensons que c'est ce dont l'humanité a le plus besoin si elle veut progresser dans la connaissance.**

Changer c'est possible, les argentins viennent de nous apporter, à leur manière, quelques éléments de réponses, charge à nous d'apporter les nôtres.

2012 nous renforcer : une nécessité pour lutter !

Etat d'organisation de notre Fédération en date du 31 décembre 2011.

Cela fait plusieurs réunions de CEF que nous alertons sur la situation fragile de l'état d'organisation par rapport au règlement des cotisations. Les nombreuses relances effectuées par les membres de la direction fédérale concernant les retards de règlements des cotisations pour l'année 2010 et 2011 ont permis une sensible amélioration dans les retours de paiement des syndicats.

FNI TOTAL	2007	2008	2009	2010	2011
	24554	24480	25143	25094	20763
TIMBRES TOTAL	2007	2008	2009	2010	2011
	246726	247772	254264	254287	176186

Bases rien payé	2007	2008	2009	2010	2011
	110	143	98	108	342

Cependant en ce début d'année 2012, nous ne pouvons nous satisfaire de cet état de fait. En effet, nous pouvons encore gagner le 100 % sur 2010/2009 et continuer de nous mettre à jour pour 2011 dès maintenant.

Adhésions nouvelles	2007	2008	2009	2010	2011
	2741	2097	2340	2032	1035

Pour ce qui concerne les adhésions nouvelles nous constatons pour 2010 et 2011 que nous sommes loin des résultats des précédentes années et ce malgré la campagne de syndicalisation de la fédération et les mouvements sur les retraites.

Depuis des années maintenant, dans toute la CGT, la syndicalisation fait l'objet de débats, de constats, sur l'urgente nécessité... d'en faire une priorité. Mais si les syndicats votent dans les congrès des orientations en la matière et qu'ils ne s'engagent pas concrètement, le décalage constaté entre le « dire et le faire » risque de perdurer. Force est de constater qu'en général la question de l'adhésion n'est pas au cœur de notre démarche syndicale, au-

delà des discussions de congrès. Faire des adhérents, cela se décide, cela s'organise, cela se gère. Il nous faut redonner aux militants la volonté de faire des syndiqués et aux salariés celui de nous rejoindre, d'adhérer, de compter dans la vie du syndicat.

C'est un défi, mais nous n'avons d'autres choix. Nous sommes confrontés ces derniers mois à des attaques sans précédent du gouvernement et du patronat, dictées par les marchés financiers, contre l'emploi, nos acquis sociaux et les salaires.

Dans ce contexte politique, économique et social, l'année 2012 doit être l'année du renforcement de notre fédération et de la CGT. Notre ambition est donc de proposer cet engagement

syndical à un maximum de salariés, en organisant de multiples rencontres et débats entre nous, avec les syndiqués et nos collègues de travail qui manifestent souvent une confiance envers notre organisation, mais qui hésitent encore à franchir le pas de l'adhésion ! **Seul un syndicat de masse organisé peut nous permettre d'être à la fois efficaces et solidaires pour changer de société.**

Du matériel et des modules de formations existent dans notre fédération, nous nous devons de les utiliser au quotidien dans notre activité syndicale. Il est surtout important de nous communiquer toutes les initiatives de renforcement, de remise des FNI 2012, vos dates et ordre du jour d'AG, les adhésions et bases nouvelles etc.

Convaincus de l'engagement de chacun pour gagner ensemble le renforcement de notre CGT, nous vous souhaitons pour cette nouvelle année nos meilleurs vœux.